



Netanyahu d'écarter le prix Israël tandis que Trump le couvre

Description

Interrogé sur le déploiement de soldats de la paix turcs à Gaza, Trump a également fait l'écarter du président turc Erdogan.

Par Yasmine El-Sabawi, le 29 décembre 2025



Khan Younis, le 28 décembre 2025 (Doaa Albaz, Activestills)

La rencontre entre le président [américain](#) Donald Trump et le Premier ministre [israélien](#) Benjamin Netanyahu lundi n'a peut-être pas donné lieu à des résultats concrets concernant [Gaza](#), mais une chose est sûre : Trump remporte un nouveau trophée.

Netanyahu a déclaré qu'il allait décerner la plus haute distinction culturelle israélienne, le Prix Israël, au président américain « pour son immense contribution à Israël et au peuple juif ».

Ce prix n'avait jamais été décerné à un citoyen non israélien auparavant.

Pour ne pas être en reste, Trump a couvert Netanyahu d'éloges, le qualifiant à plusieurs reprises de « Premier ministre de guerre au plus haut niveau ».

« Il peut parfois être très difficile, mais on a besoin d'un homme fort », concède Trump lorsqu'il est interrogé sur sa relation personnelle avec Netanyahu, alors qu'il l'accueille à l'entrée de son complexe Mar-a-Lago à Palm Beach, en Floride.

« Si vous aviez un homme faible, Israël n'existerait pas aujourd'hui avec la plupart des autres dirigeants, [Israël] n'existerait pas. »

Leur rencontre a eu lieu alors que le plan de cessez-le-feu proposé par Trump, qui est entré en vigueur le 10 octobre à Gaza, est effectivement au point mort jusqu'à ce que, selon les Israéliens et les Américains, le Hamas dépose les armes.

Avant leur rencontre lundi, Trump a indiqué aux journalistes que, bien qu'il souhaite toujours voir le Hamas déposer les armes conformément à son [plan en 20 points](#), il pourrait envisager de faire pression pour que des projets de reconstruction soient mis en place à Gaza avant que cela ne se produise.

Après la rencontre, son ton était plus ferme.

« Ils auront très peu de temps pour discuter, et nous verrons comment cela se passe », a déclaré Trump.

« S'ils ne discutent pas comme ils ont accepté de le faire, ils le paieront cher. Et nous ne voulons pas cela. Ce n'est pas ce que nous recherchons. Mais ils doivent discuter dans un délai assez court. »

Trump n'a pas fixé de date limite.

Il a laissé entendre que certains pays « hors du Moyen-Orient » ayant adhéré à son plan de cessez-le-feu à Gaza seraient prêts à envoyer des troupes pour discuter eux-mêmes le Hamas. Il n'a toutefois cité aucun nom.

« Ils ont dit : laissez-nous nous en occuper ? ils veulent le faire parce que c'est la bonne chose à faire », a déclaré Trump aux journalistes.

Le président américain est personnellement nommé président de ce qu'il a appelé le Conseil de paix pour Gaza, bien que la liste de ses membres n'ait pas encore été dévoilée.

« C'est le chaos depuis longtemps. On dirait que c'est inévitable », a-t-il déclaré à propos de Gaza, qu'il a déjà comparé à un « chantier de démolition ».

« Mais nous allons remettre les choses en ordre », a-t-il ajouté, sans donner plus de détails.

Une présentation PowerPoint de 32 pages intitulée « Sunrise Project », élaborée par l'envoyé américain Steve Witkoff et le gendre de Trump, Jared Kushner, estime le coût de la reconstruction de Gaza en un centre urbain high-tech à plus de 112 milliards de dollars.

Ce plan, révélé pour la première fois par le Wall Street Journal au début du mois, propose que les États-Unis prennent en charge 20 % de ce coût. La réalisation du projet devrait prendre 10 ans.

Des responsables américains anonymes interrogés par le journal israélien Yedioth Ahronoth ont exprimé leur scepticisme quant à la possibilité de mettre en œuvre un tel projet, d'autant plus que près de deux millions de Palestiniens vivent toujours à Gaza.

Un projet moins ambitieux avait auparavant été révélé par [The Atlantic](#), suggérant qu'un complexe immobilier appelé « Alternate Safe Communities » (Communautés alternatives

s'»res) pourrait être construit derrière la « ligne jaune » israélienne à Gaza, dans des zones situées principalement au sud et à l'est de Gaza, aujourd'hui occupées militairement par Israël.

Les Palestiniens qui souhaiteraient s'y installer devraient être « sélectionnés » pour leur « conviction anti-Hamas », suggère un général américain dans la proposition américaine.

Par ailleurs, Trump a déclaré lundi qu'il était convaincu que « plus de la moitié » des habitants de Gaza partiraient s'ils en avaient la possibilité, citant un [sondage Gallup International](#).

Ce dernier est toutefois accompagné d'une mise en garde, précisant que la plupart des Palestiniens ne souhaitent pas partir définitivement.

Erdogan

Interrogé sur la possibilité de stationner des troupes turques à Gaza en tant que force tampon, Trump a répondu qu'il aimerait que cela se fasse, malgré les vives objections préalables de Netanyahu à ce sujet.

Un journaliste a ensuite interrogé Trump sur la viabilité d'une telle initiative, compte tenu de la comparaison faite précédemment par le président turc Recep Tayyip Erdogan entre Netanyahu et Adolf Hitler.

« C'est un très bon ami à moi, je le crois, je le respecte, Bibi le respecte, et ils n'auront aucun problème », a déclaré Trump.

Erdogan a également « beaucoup contribué à se débarrasser d'un très mauvais dirigeant en Syrie », a ajouté Trump à propos du soutien indéfectible de la Turquie et de la formation de l'actuel président syrien, Ahmed al-Sharaa.

« Il n'a jamais voulu s'en faire le crédit, mais il a beaucoup de mérite. Bibi est d'accord avec cela. »

Netanyahu n'a fait aucun commentaire.

À la fin de la conférence de presse, les journalistes turcs ont voulu savoir si Trump approuverait la vente des très convoités avions de combat F-35 à Ankara.

« Nous y réfléchissons plus sérieusement », a déclaré Trump.

« Ils ne les utiliseront jamais contre Israël », a-t-il ajouté en sortant.

Cessez-le-feu fragile

Depuis deux mois, le président américain laisse entendre que la deuxième phase du cessez-le-feu va être mise en place « très bientôt », mais en tant que garant de l'accord, son administration n'a pas été disposée à maintenir Israël dans le droit chemin.

Le bureau des médias du gouvernement de Gaza a déclaré qu'il y avait eu 1 000 violations du cessez-le-feu par Israël en deux mois et demi. Plus de 400 Palestiniens ont été tués, dont le commandant de la branche militaire du Hamas, les Brigades Qassam.

La Maison Blanche [aurait primé Netanyahu](#) pour cette frappe particulière, considérée comme une escalade à Gaza.

Israël occupe toujours militairement 58 % de la bande de Gaza, tirant sur toute personne qui s'approche de la ligne jaune.

Il n'a pas non plus autorisé l'accès sans restriction à l'aide humanitaire, comme ont confirmé les Nations unies, alors que l'accord de cessez-le-feu le stipulait.

Du côté du Hamas, 254 des 255 prisonniers israéliens détenus à Gaza, morts ou vivants, ont été remis au Comité international de la Croix-Rouge.

Seuls les restes d'un prisonnier n'ont pas encore été restitués.

« Je ne m'inquiète pas de ce que fait Israël. Je m'inquiète de ce que font les autres, ou peut-être ne font pas », a déclaré Trump en réponse à une question sur la rapidité avec laquelle Israël mettait en œuvre son plan.

« Israël a respecté le plan à 100 %. »

« Le désarmement total est inacceptable »

Une écrasante majorité de Palestiniens s'opposent au désarmement du Hamas et sont profondément sceptiques quant à la capacité du plan de paix de Trump à mettre définitivement fin à la guerre menée par Israël contre Gaza.

Selon un sondage réalisé par le Centre palestinien pour la recherche politique et les sondages (PCPSR), environ 70 % des Palestiniens interrogés en Cisjordanie occupée et à Gaza deux semaines seulement après la déclaration du cessez-le-feu se sont déclarés fermement opposés au désarmement du Hamas, même si cela signifie un retour aux attaques israéliennes.

Ce principe est irrecevable pour Netanyahu.

Le Hamas a déjà proposé d'« enterrer » ses armes en échange d'une trêve garantie d'une durée de dix ans avec Israël, qui permettrait à Gaza de se reconstruire et à un État palestinien d'être créé.

Cette proposition s'inscrit notamment dans le contexte actuel où les Nations unies et la plupart des démocraties industrialisées du monde reconnaissent désormais l'État palestinien dans le but de trouver une solution à long terme.

« L'idée d'un désarmement total est inacceptable pour la résistance. Ce qui est proposé, c'est un gel ou un stockage [des armes] afin de fournir des garanties contre toute escalade militaire depuis Gaza avec l'occupation israélienne », a déclaré Khaled Meshal, haut représentant du Hamas, à Al Jazeera au début du mois.

Aujourd'hui, dans le but de faire avancer le plan de cessez-le-feu qui porte son nom, Trump pourrait tenter de contourner temporairement cette question épineuse en persuadant Israël d'autoriser le lancement de projets de reconstruction dans la bande de Gaza.

Ce n'est un secret pour personne que Trump souhaite que les États du Golfe, riches en pétrole, investissent massivement dans cet effort.

En novembre, Trump a soumis la question au prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane à la Maison Blanche, mais le dirigeant saoudien est resté évasif sur la reconstruction.

Le Premier ministre qatari Mohammed ben Abdelrahman Al Thani a également exclu tout financement de la reconstruction de Gaza.

« Ce n'est pas à nous de signer le chèque pour reconstruire ce que d'autres ont détruit ! Israël a rasé cette terre », a-t-il déclaré lors d'une interview en décembre au Forum de Doha.

Selon les experts, un règlement politique durable devrait passer par la reconnaissance d'un État palestinien pour les 7,5 millions de Palestiniens vivant dans les territoires occupés.

Et si le plan en 20 points de Trump fait allusion à une aspiration à la création d'un État, l'approche résolument pro-israélienne de l'administration américaine menée par des évangéliques chrétiens qui n'utilisent pas le terme « Palestinien » ne pourrait être plus éloignée de la reconnaissance, comme l'ont fait ses plus proches alliés.

Amr Hamzawy, directeur du programme Carnegie Middle East, a déclaré en octobre que l'Égypte avait déjà demandé aux États-Unis de l'aider à organiser un sommet sur la reconstruction de Gaza, mais que « les conditions politiques actuelles [étaient] ambivalentes, ambiguës et floues ».

« Nous avons un plan de reconstruction qui a été élaboré par l'Égypte [et] adopté par la Ligue arabe », a-t-il noté à propos du [document](#) dévoilé pour la première fois en mars et signé en juillet.

« Le plan existe. Sa mise en œuvre dépend de la volonté politique d'Israël et de la question de la reconstruction régionale et internationale. »

Iran

Bishara Bahbah, fondateur du groupe anciennement connu sous le nom d'Arab Americans for Trump (Américains arabes pour Trump) et désormais rebaptisé Americans for Global Peace (Américains pour la paix mondiale), a déclaré lundi à Middle East Eye qu'il était certain que Trump « exigerait le passage à la phase deux » lors de sa rencontre avec Netanyahu.

Bahbah, homme d'affaires et universitaire palestino-américain, a joué un rôle clé dans la négociation du cessez-le-feu en tant qu'intermédiaire entre Witkoff et les dirigeants du Hamas. Il a passé la majeure partie de cette année dans la région.

Netanyahu, a-t-il déclaré à MEE, « n'aura d'autre choix que d'accepter ».

« Cependant, la question clé est de savoir ce que Bibi obtiendra en échange », a déclaré Bahbah propos du Premier ministre.

« Clairement, des concessions sur une frappe contre l'Iran et le réapprovisionnement des dispositifs antimissiles israéliens. »

En montrant du doigt le Premier ministre israélien, devant son complexe hôtelier en Floride, Trump a déclaré aux journalistes : « Nous venons de gagner ensemble une grande guerre. »

« Vous savez, si nous n'avions pas battu l'Iran, vous n'auriez pas eu la paix au Moyen-Orient, car personne n'aurait pu y parvenir. Les pays arabes, qui ont des capacités formidables, n'auraient pas pu conclure d'accord si nous n'avions pas anéanti leur [capacité] nucléaire. »

L'Iran, l'un des principaux points à l'ordre du jour de la rencontre entre Trump et Netanyahu, conteste que les bombardements israéliens et américains de juin aient « anéanti » ses sites nucléaires.

« J'ai entendu dire que l'Iran essayait de se reconstruire, et si c'est le cas, nous devons les détruire! Nous les détruirons complètement », a déclaré Trump. « Mais j'espère que cela n'arrivera pas. J'ai entendu dire que l'Iran voulait conclure un accord. S'ils veulent conclure un accord, c'est beaucoup plus intelligent. »

Mais le président américain avait fait la même proposition en mars, et avait même lancé des pourparlers directs entre Washington et Téhéran à Oman, avant de faire volte-face et de soutenir Israël dans sa guerre de 12 jours contre la République islamique. Celle-ci a culminé dans les frappes aériennes surprises sans précédent des États-Unis sur les trois principales installations nucléaires iraniennes.

« Trump semble avoir adopté sans réserve le discours israélien sur l'Iran », a déclaré lundi à MEE Trita Parsi, vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft.

« Chaque fois qu'il a fait cela, même s'il n'avait pas initialement l'intention de faire la guerre au nom d'Israël, c'est exactement ce qu'il a fini par faire. »

« Seriez-vous favorable au renversement du régime iranien ? », a demandé un journaliste à Trump.

« Je ne vais pas parler du renversement d'un régime », a-t-il répondu.

« Ils ont beaucoup de problèmes. Ils ont une inflation énorme. Leur économie est en ruine! Chaque fois qu'il y a une émeute, ou que quelqu'un forme un groupe, petit ou grand, ils commencent à tirer sur les gens! Il y a un immense mécontentement. »

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : [Middle East Eye](#)

date crÃ©e
2025/12/30